

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(Rhône)  
(18 décembre 1967)**

AVENANT N° 9 DU 30 NOVEMBRE 2006 (1)

NOR : AGRS0797016M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône ;

L'union viticole du Beaujolais ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et de la pépinière de la région lyonnaise ;

Le syndicat des maraîchers de la région lyonnaise ;

La fédération départementale des producteurs de fruits,

D'une part, et

Le syndicat CFDT ;

La fédération agroalimentaire et forestière du Rhône CGT ;

Le syndicat CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le titre et les dispositions de l'article 4 *bis* de la convention collective « Assurance décès » sont modifiés comme suit :

« Garantie décès

Il est institué, au profit des salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, une garantie décès obligatoire qui comprend les prestations suivantes : le versement d'un capital-décès, d'une rente éducation, d'une indemnité frais d'obsèques.

Ces dispositions concernent l'ensemble des salariés relevant du champ d'application de la présente convention, à l'exclusion des cadres ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## 1. Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital-décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé au(x) bénéficiaire(s).

Le capital est versé en priorité au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par le salarié.

En l'absence de désignation ou lorsque ceux-ci ont renoncé, le capital est servi dans l'ordre suivant :

- au conjoint du salarié légalement marié non séparé de corps judiciairement, au concubin et au partenaire lié par un PACS, à la date de l'événement ;
- à défaut, aux enfants à charge nés ou à naître, vivants ou représentés, par parts égales ;
- à défaut, aux parents par parts égales ;
- à défaut, aux grands-parents par parts égales ;
- à défaut, aux ayants droit suivant la dévolution successorale.

Toutefois, lorsque le bénéficiaire n'a pas la garde des enfants à charge du salarié, le montant du capital-décès versé à ce bénéficiaire ne comprend pas le montant de la majoration pour enfant à charge, qui sera attribué, par parts égales, à ces derniers.

L'état d'invalidité permanente et absolue du salarié reconnue par la mutualité sociale agricole en 3<sup>e</sup> catégorie ou en incapacité permanente à 100 % avec obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie donne lieu au versement anticipé du capital-décès.

Ce capital est versé au salarié en 1 seule fois, dès la reconnaissance de l'invalidité permanente et absolue. Le décès postérieur du salarié n'ouvre pas droit à un nouveau versement de ce capital.

## 2. Rente éducation annuelle

En cas de décès du salarié, chaque enfant à charge au moment du décès, perçoit une rente éducation annuelle, versée trimestriellement à terme échu, d'un montant égal à :

- 5 % du salaire annuel brut jusqu'à 10 ans ;
- 10 % du salaire annuel brut de 11 ans à 17 ans ;
- 15 % du salaire annuel brut de 18 ans à 21 ans ou jusqu'à 26 ans révolus en cas de poursuite des études.

## 3. Allocation obsèques

En cas de décès du conjoint ou d'un enfant à charge du participant, l'organisme assureur lui verse une allocation d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Cette allocation est limitée aux frais réels en cas de décès d'un enfant de moins de 12 ans.

## 4. Cotisations

Le financement des garanties définies ci-dessus est assuré par des cotisations assises sur les rémunérations brutes versées aux salariés servant de base au calcul des cotisations des assurances sociales agricoles.

Les cotisations sont dues dès le 1<sup>er</sup> jour d'emploi des salariés.

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 0,30 % du salaire brut TA/TB, à raison de 0,18 % pour les employeurs et 0,12 % pour les salariés.

#### 5. Définition du salaire annuel

Salaire de référence servant au calcul des prestations :

Concernant les participants en activité, le salaire de référence servant au calcul des garanties décès est le salaire annuel brut soumis à cotisations sociales au cours des 12 mois civils ayant précédé le décès ou l'invalidité permanente et absolue.

Concernant les participants en arrêt de travail, le salaire de référence servant au calcul de la garantie décès est le salaire annuel brut soumis à cotisations sociales au cours des 12 mois civils ayant précédé l'arrêt de travail, revalorisé sur la base de l'évolution du point ARRCO, limitée au taux de rendement net distribué par l'assureur sur les contrats de même nature.

Le salaire de référence est limité aux tranches A et B.

#### 6. Adhésion

Afin de permettre aux salariés de bénéficier des garanties ci-dessus, les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont tenues d'adhérer à la CRIA Prévoyance dès la date d'application (définie au point 7 ci-dessous).

#### 7. Date d'application

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, sous réserve d'extension.

#### 8. Gestion et suivi

La CRIA Prévoyance, institution de prévoyance sise 50, route de la Reine, BP 85, 92105 Boulogne-Billancourt, est désignée comme organisme gestionnaire des garanties définies au présent article.

Un protocole d'accord conclu entre les parties signataires de la convention collective et la CRIA Prévoyance fixe les conditions et les modalités de gestion des garanties définies ci-dessus.

Chaque année, et au plus tard le 31 août de l'année N + 1, la CRIA Prévoyance présente à la commission mixte les résultats du régime.

Les parties signataires demandent à la CRIA Prévoyance de déléguer la gestion des cotisations à la caisse de MSA compétente. »

### Article 2

Les organisations signataires demandent l'extension du présent avenant. Il sera déposé en 5 exemplaires au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Rhône.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)